

Agir Local

POUR CONTRER À SON NIVEAU LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

PROJET / Décrivez votre projet en quelques lignes

La solution a d'abord pour objectif de réduire à zéro nos importations de gaz russe afin de couper le financement par la France de la guerre russe contre l'Ukraine. Elle aboutit à baisser de 3% notre empreinte carbone nationale, ce qui a surpris l'auteur de cette solution.

L'action a pour périmètre les seules consommations des bâtiments (résidentiel- tertiaire), à l'exclusion donc du gaz utilisé par l'industrie et l'agriculture.

L'action porte sur la réduction des consommations par de petits gestes bien connus mais récapitulés dans un tableau qui sert de check-list commode pour le citoyen : fait, pas fait ? Elle est supposée être étendue au tertiaire par des réflexions analogues et obtenir le même résultat.

L'économie varie de 200 à 700 euros/an selon la taille du logement.

TERRITOIRE / Sur quel territoire se déploie votre projet et quel périmètre de rayonnement ? (Commune, groupe de communes)

Le projet se déploie sur le territoire national. Il est extensible à l'Europe.

LES ACTEURS DU PROJET / Quels sont les acteurs impliqués dans le projet et leur rôle (porteurs, relais, contributeurs, financeurs, etc.) Qui sont les bénéficiaires ?

Cette solution relève de chaque citoyen. Pour le logement, les porteurs sont les bénéficiaires directs ; pour le tertiaire, l'institution ou l'entreprisesont sont bénéficiaires.

FACILITÉ DE RÉPLICABILITÉ DU PROJET / Sur une échelle de 1 à 3, comment évalueriez-vous la capacité du projet à être répliqué sur un autre territoire (1 = difficilement répliquable ; 3 = facilement répliquable) ?

1 2 3

Expliquez (motivations, obstacles)

Les gestes sont élémentaires ; les décisions d'investissement et les prestataires à rechercher sont bien connus. La transposition du logement au tertiaire varie fortement avec son type (bureaux, commerces, hopitaux...) Elle a été beaucoup explorée par l'ADEME. Il n'y a pas d'obstacles financiers mais bien une prise de conscience de l'ampleur du résultat au regard de la modestie des gestes et de l'impact quasi nul sur nos modes de vie.

BÉNÉFICES LOCAUX ET GISEMENT NATIONAL / Chiffrés l'un et l'autre, autant que faire se peut, en termes de % de réduction de tonnes équivalent CO2e (sur le territoire local, national, en utilisant le tableur carbone), mais aussi en termes d'énergie consommée, de gains en euros, en emploi, d'impact local en général...

Au plan individuel comme communal, l'impact est variable avec l'historique du bâti, la part de bâtiments chauffés au gaz et le niveau de vie des occupants.

A noter un intérêt psychologique de cette action : inciter à faire ensuite des investissements rendus ainsi visibles, l'isolation par l'extérieur notamment.

Le premier bénéfice de l'action est l'arrêt du financement par la France de la guerre déclarée par la Russie à l'Ukraine. A 40 euros le MWh et environ 85 TWh économisés par an, 3,4 milliards d'euros de financement sont réduits à zéro ; soit pour la Russie supprimer le financement de 400 chars lourds ultra modernes par an.

Le deuxième bénéfice est direct pour le citoyen comme pour l'entreprise : 400 euros/an pour un logement moyen. Le troisième bénéfice est climatique : 3% de réduction de l'empreinte carbone nationale !

FINANCEMENT / Comment le projet a-t-il été financé (subvention, investissement, mécénat, crowdfunding, budget de fonctionnement, etc.) ? Quel temps de retour sur investissement ? (si disponible)

Accédez au tableur carbone Agir Local [en cliquant ici](#).

La moitié du projet rapporte de l'argent sans investissement, l'autre moitié coûte de l'ordre de 1000 à 1500 euros par logement avec un temps de retour sur investissement de l'ordre de 1 à 2 ans.

DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES / Pouvez-vous nous faire parvenir des documents existants de présentation du projet (lien internet, doc, pdf, etc.) ? Ces documents sont à joindre par email à 50projets@agirlocal.eu (méthode, calendrier, acteurs, coûts et gains, outils utilisés, adresses, etc.)

Le tableau check list : <https://agirlocal.org/wp-content/uploads/sites/15685/2022/03/Zero-consommation-de-gaz-russe-avant-lhiver.jpg>

La note de calcul complète : <https://agirlocal.org/zero-consommation-de-gaz-russe/>

La principale source de données : [chiffres-cles-de-l-energie-edition-2021](#) du ministère

Le post internet qui a fait 1373 vues : https://www.linkedin.com/posts/jean-michel-vincent-5a7984131_ukraine-praezidentielles-macron-activity-6909431457761353728-MDM1/

COMMENTAIRES DU GROUPE PROJET / Toutes les informations jugées pertinentes pour la reproduction du démonstrateur.

Recommandation pour calculer les 3 nombres qui comptent et mesurer les impacts de vos actions :

Retrouver la surface de votre logement ou bâtiment, part chauffée. A partir des factures, reconstituer les consommations annuelles de gaz sur un an ; retrancher le cout de l'abonnement sur lequel les économies n'ont pas de prise. Lire les Kwh consommés, les multiplier par 240 gde CO2e/kwh pour obtenir la quantité de vos émissions et plus tard celles que vous avez économisées ; diviser le coût annuel (hors abonnement) par les kwh pour obtenir de quoi mesurer l'impact de vos gestes sur votre pouvoir d'achat ; multipliez les économies réalisées par 0,41 pour connaître le montant dont Poutine ne disposera plus pour financer la guerre contre l'Ukraine.

Avec ces modestes calculs, vous avez de quoi savoir combien vous pouvez investir pour diminuer encore vos consommations. Et n'oubliez pas, si vous faites mieux c'est autant que les autres européens (français inclus) pourront acheter hors Russie en attendant d'investir dans les économies ou de basculer sur des énergies

ADRESSE DU SITE INTERNET / S'il existe.

www.agirlocal.org

CONTACT / Laissez-nous vos coordonnées.

Email : jeanmichel.vincent@wabadoo.fr

Téléphone :

COMMENTAIRES / Si vous souhaitez ajouter des éléments à notre connaissance.

Un tel potentiel de réduction de l'empreinte carbone nationale, avec un investissement ridicule et une telle économie pour les particuliers, les entreprises et les institutions devrait conduire l'Etat à revoir ces évaluations, les rectifier ou préciser quand nécessaire et se mettre en ordre de bataille pour les réaliser de conserve avec les acteurs locaux.

En bref, jouer sur les consommations et le levier puissant de l'action locale plutôt que les ignorer en ne s'occupant que des sources d'approvisionnement.